**PACTE DE GOUVERNANCE
DE LA COMMUNAUTE URBAINE D'ARRAS**

PREAMBULE

Faisant suite à la délibération du Conseil de la Communauté Urbaine d'Arras en date du 24 Septembre 2020, les membres du Conseil ont souhaité se doter d'un pacte de gouvernance communautaire afin de préciser les valeurs partagées et les modalités de travail entre les différentes instances de l'intercommunalité.

L'enjeu de la gouvernance vise à une association étroite des Maires et des conseillers communautaires aux décisions et à l'information des conseillers municipaux des 46 Communes.

Le pacte de gouvernance doit permettre de mettre en place un processus décisionnel efficace en y associant l'ensemble des représentants des communes.

Le pacte de gouvernance affirme les principes et les valeurs partagées de l'intercommunalité sur notre territoire, il vise à déterminer les grands principes de la relation entre la communauté urbaine et les communes qui la composent, ainsi qu'entre les communes elles-mêmes. Elle précise ainsi la construction du processus décisionnel.

Il a en outre pour objet de définir le rôle des différentes instances de la Communauté urbaine.

Le présent pacte affirme la volonté des élus du territoire de s'unir pour être en capacité de mettre en place une stratégie globale et partagée de développement et d'impulser une dynamique fondée sur la concertation et la mise en réseau de l'ensemble des acteurs.

L'ambition est de donner les moyens au territoire d'accueillir et d'accroître sa population, ses activités, en s'appuyant sur ses richesses environnementales, patrimoniales, économiques et humaines afin de construire un avenir innovant et de qualité.

Pour porter ce projet, les élus locaux affirment leur ambition d'entretenir une gouvernance respectueuse de la richesse et de la diversité des territoires. Ils souhaitent construire une organisation permettant de relever les défis du

développement tout en préservant les services de proximité, les identités et les spécificités territoriales.

I – LES VALEURS ET PRINCIPES PARTAGES DE L'INTERCOMMUNALITE

Engagées dans un territoire d'alliance entre l'urbain et le rural, les communes membres souhaitent construire une communauté solidaire, dans le respect de l'identité et de la diversité de chacune des communes, s'appuyant sur un projet de territoire et répondant aux aspirations et aux besoins des habitants et des acteurs économiques.

Le présent pacte de gouvernance a ainsi pour objet d'affirmer :

- ✓ Le respect des valeurs fondatrices de l'intercommunalité (et notamment le respect de l'identité des communes) ;
- ✓ La confiance mutuelle et l'engagement de chacun pour la construction du projet de territoire et sa mise en œuvre (et notamment reconnaître et respecter le rôle des différentes instances de gouvernance).

1) LES VALEURS

La coopération intercommunale du territoire s'appuie sur des axes fondamentaux à savoir :

- La solidarité : consolider des liens entre communes et communauté urbaine quelle que soit leur spécificité, liens fondés sur des principes de respect et d'échanges mutuels ;
- L'équilibre et la complémentarité : donner à chaque partie du territoire une place et assurer une réelle complémentarité entre les plus petites communes et les plus importantes, entre urbain et rural. La complémentarité s'exprime également au travers des espaces de coopération territoriale ;
- L'équité et l'égalité : Afin de permettre à chaque citoyen d'avoir accès aux services sur le territoire et afin d'assurer l'équité des communes par rapport aux politiques communautaires à mettre en œuvre ;
- La coopération : favoriser les démarches participatives y compris dans les établissements satellites ;

Accusé de réception en préfecture
062-200033579-20210311-DC110321-1-DE
Date de télétransmission : 15/03/2021
Date de réception préfecture : 15/03/2021

- La mutualisation : rechercher les solutions les plus harmonieuses et les plus cohérentes en matière de services et de moyens pour apporter des réponses adaptées et optimisées en matière d'équipements et de services publics ;
- La proximité : Une préoccupation visant à donner à l'habitant une place centrale et l'associant à l'élaboration et à l'évaluation des politiques publiques ;
- La transparence : rendre compte des activités de l'intercommunalité et de ses services.
- et d'autres consultations que la communauté souhaiterait mettre en œuvre auprès des partenaires et/ou acteurs du territoire.

II – LES ENJEUX DU TERRITOIRE

L'approbation des PLUI (celui dans un premier temps limité à 39 communes et le second limité aux autres 6 communes ayant rejoint la CUA le 1^{er} janvier 2017), lors des conseils communautaires du 19 décembre 2019 et du 13 février 2020, a permis de finaliser la procédure d'élaboration.

Le Conseil de la Communauté Urbaine d'Arras, lors de sa séance en date du 24 septembre 2020, a par ailleurs prescrit l'achèvement de la procédure de révision du PLU de la commune de Roeux.

Fondés sur une large concertation, reconnue par l'ensemble des acteurs, approuvés à l'unanimité des conseils municipaux, ils constituent la trame de la structuration du territoire et contribuent à un aménagement équilibré sur l'ensemble de la Communauté urbaine d'Arras.

Les objectifs sont en compatibilité totale avec le Schéma de Cohérence Territoriale (SCoT) lui-même révisé en juin 2019 qui harmonise le partenariat avec les communautés de communes voisines.

RAPPEL des 34 enjeux du PLUI :

1. Le territoire à économiser
 - 1.1. Maîtriser la consommation d'espace en priorisant la reconstruction de la ville sur la ville et en travaillant sur de nouvelles formes d'aménagement
 - 1.2. Inventer des "outils" à mettre en œuvre pour le renouvellement urbain et la requalification du bâti ancien énergivore
 - 1.3. Mixer les fonctions à l'échelle des quartiers et communes (emplois / logements / services / commerces) pour "intensifier" la ville et pour réduire les distances des déplacements
2. Le positionnement régional à affirmer
 - 2.1. Affirmer l'articulation et le positionnement de la CUA au sein de la nouvelle région (activité tertiaire à préserver et à développer) et du pôle métropolitain
 - 2.2. Finaliser le contournement d'Arras en lien avec les développements majeurs à l'est de l'agglomération (canal Seine Nord, BA 103, plateforme multimodale de Marquion)

2) LES PRINCIPES GENERAUX DE FONCTIONNEMENT

Dans le respect des valeurs énoncées ci-dessus, la communauté urbaine s'attache à communiquer le plus largement, à relayer un maximum d'informations auprès de chaque acteur afin que chacun appréhende, participe aux réflexions et favorise la réussite des projets intercommunaux.

Renforcement du bloc commune / intercommunalité

Les conseillers municipaux représentent le premier maillon unifiant le bloc intercommunal.

L'accès à l'ensemble des informations leur est donné ainsi que la possibilité de participer aux définitions des orientations, des objectifs et du projet de territoire notamment au travers des commissions permanentes ou des différents groupes de travail.

Les communes et les conseillers municipaux partagent régulièrement les informations avec leur(s) conseiller(s) communautaire(s) et ces derniers informent régulièrement leur conseil municipal respectif des travaux intercommunaux en cours.

Participation de la population et des forces vives

La communauté urbaine favorise la participation de la population au processus de construction et d'animation du territoire qui sont toujours définis en étroite collaboration avec les maires, notamment au travers :

- du conseil de développement qui assure un relais pour partager les différents sujets évoqués par les associations ou les collectifs ;

Accusé de réception en préfecture
062-200033579-20210311-DC110321-1-DE
Date de télétransmission : 15/03/2021
Date de réception préfecture : 15/03/2021

3. L'équilibre rural / urbain à conforter

- 3.1. Être reconnu comme une référence de collaboration et d'harmonie entre le rural et l'urbain
- 3.2. Définir et affirmer la vocation des pôles-relais identifiés dans le SCOT
- 3.3. Mixer les fonctions à l'échelle de la CUA et assurer ainsi une bonne répartition géographique des commerces, zones d'activités, ...
- 3.4. Améliorer l'efficacité des transports en commun
- 3.5. S'appuyer sur les vallées humides comme élément de structuration et de fédération du territoire

4. La solidarité à développer

- 4.1. Renforcer la solidarité d'accueil des ménages en veillant à une meilleure répartition des ménages (taille, âge ou encore revenus des ménages) et des logements, y compris des populations spécifiques
- 4.2. Définir la stratégie pour accompagner le vieillissement de la population (adaptation de l'habitat, offre de services, accessibilité de l'espace public, ...)
- 4.3. Favoriser le bien vivre ensemble
- 4.4. Mettre en place un maillage efficace de répartition des équipements en veillant à sauvegarder les équipements phares du territoire qui pourraient être menacés et à penser collectif / mutualisation / optimisation

5. L'équilibre à trouver en termes d'habitat

- 5.1. Réviser les objectifs de développement de l'habitat en lien avec le contexte actuel (économique, de réforme territoriale, ...) et l'ambition à définir en matière d'attractivité résidentielle
- 5.2. Développer une offre neuve adaptée aux besoins et attractive tout en amplifiant la requalification et la reconquête des logements anciens, vacants, vétustes et/ou énergivores.

6. L'équilibre du développement économique à conforter

- 6.1. Diversifier notre modèle agricole très spécialisé (par le développement des circuits-courts, l'agriculture maraîchère, l'élevage, ...) et créer une instance d'animation sur le développement agricole
- 6.2. Renforcer les activités agroalimentaires pour qu'elles soient davantage créatrices d'emplois et développer le lien agriculteurs/entreprises agroalimentaires
- 6.3. Définir une stratégie économique équilibrée, permettant de créer des richesses et de l'emploi, entre économie productive / résidentielle / sociale / présente
- 6.4. Se mobiliser en faveur d'une politique de l'offre foncière et immobilière offensive pour le développement tout en réindustrialisant la ville avec

des nouvelles activités de pointe "propres" (industrie 4.0, numérique, ...)

7. Le cadre de vie à "ambitionner"

- 7.1. Lutter contre le réchauffement climatique et protéger l'environnement au quotidien, selon une approche transversale
- 7.2. Favoriser la sobriété énergétique et l'utilisation des ressources énergétiques renouvelables et définir un équilibre des ressources entre elles (géothermie, éolien, chauffage urbain biomasse, ...) pour viser la réduction des émissions de gaz à effet de serre (objectifs 3X20 et facteur 4)
- 7.3. S'engager dans une mobilité plus durable en diminuant la place de la voiture et en développant les modes actifs et alternatifs pour apaiser la ville
- 7.4. Préserver la ressource en eau et sécuriser l'approvisionnement du territoire en eau potable
- 7.5. Valoriser les paysages spécifiques de l'Artois et préserver, mettre en valeur, le patrimoine bâti local et les structures urbaines historiques, gages d'identité territoriale et d'attractivité touristique notamment
- 7.6. Créer des corridors de nature et renforcer la nature en ville pour en faire un vecteur qualitatif du cadre de vie
- 7.7. Renforcer la qualité des espaces publics et la mise en scène de l'eau pour faciliter le bien vivre ensemble
- 7.8. Prendre en compte les risques technologiques et naturels

8. L'attractivité à préserver

- 8.1. Renforcer la desserte ferroviaire du territoire pour tenir compte des contraintes imposées (par la SNCF) et des opportunités (économiques, de la grande Région, ...)
- 8.2. Développer une économie adaptée aux nouveaux défis (Troisième révolution industrielle, silver économie, économie servicielle, mondialisation des échanges, circuits courts, ...)
- 8.3. Réinventer la fonction commerciale d'agglomération du centre-ville d'Arras pour la sauvegarder
- 8.4. Améliorer / renforcer l'attractivité résidentielle et touristique du territoire
- 8.5. Articuler les politiques de mobilité, d'urbanisme et d'habitat afin de faire du Grand Arras une agglomération plus fonctionnelle et plus désirable (desserte en TC des nouveaux quartiers, qualité des espaces publics, pôle gare, ...)
- 8.6. Achever le développement du "Très Haut Débit"

Ces enjeux constituent l'ossature du développement territorial mais ne doivent pas constituer un « carcan » pour un territoire qui se veut agile et résilient.

Accusé de réception en préfecture
062-200033579-20210311-DC110321-1-DE
Date de télétransmission : 15/03/2021
Date de réception préfecture : 15/03/2021

III – LA GOUVERNANCE DU TERRITOIRE DE LA COMMUNAUTE URBAINE D'ARRAS : UNE GOUVERNANCE PARTAGEE, OUVERTE ET RESPECTUEUSE DE LA DIVERSITE DES COMMUNES MEMBRES

A) LE FONCTIONNEMENT DES INSTANCES POLITIQUES DE LA COMMUNAUTE URBAINE D'ARRAS

La Communauté Urbaine d'Arras constitue un espace de solidarité et d'action à l'intérieur duquel les communes partagent des valeurs fondées sur la confiance, la concertation, l'écoute et le dialogue.

La Communauté Urbaine d'Arras tient compte des spécificités et de la richesse de son territoire partagé entre l'urbain, le péri-urbain et le rural.

Pour concevoir et mettre en œuvre son projet, la Communauté Urbaine d'Arras s'appuie sur une gouvernance ouverte, partagée et respectueuse de la diversité des 46 communes membres, garantie de l'efficacité et de l'appropriation des politiques communautaires.

Ces principes se déclinent à travers chacune des instances qui participent à la construction de la cohérence des politiques publiques menées sur le territoire communautaire et à la mise en œuvre du projet de territoire :

- ✓ Le Conseil Communautaire,
- ✓ le Bureau,
- ✓ le Bureau Exécutif,
- ✓ les Commissions Thématiques,
- ✓ et la Conférence des Maires.

Ces instances travaillent dans un esprit de consensus et d'arbitrage collégial, de concertation et d'ouverture, dans le respect des équilibres du territoire.

La circulation et le partage de l'information seront favorisés de façon à assurer les meilleures conditions possibles pour le travail des élus et la mise en œuvre des politiques communautaires.

1) LE CONSEIL COMMUNAUTAIRE

Le Conseil Communautaire est l'organe délibérant de la Communauté Urbaine d'Arras. Chacune des 46 communes membres y est représentée.

Il règle, par ses délibérations, les affaires de la Communauté.

Il appartient donc au Conseil Communautaire de définir, sur proposition de l'Exécutif, les politiques publiques communautaires.

Il lui appartient également de fixer les moyens afférents à ces politiques, dans le respect des règles de bon usage des deniers publics ; il veille également à la cohérence entre ces moyens budgétaires et les objectifs assignés aux politiques publiques communautaires.

Pour cela, les Conseillers communautaires disposent de l'information nécessaire. Ils participent à l'élaboration de la politique publique, à son vote et à sa diffusion. Ils sont des interlocuteurs des Communes et de leur population.

Par ailleurs, afin de permettre l'appropriation des politiques communautaires par l'intégralité des élus municipaux du territoire, la Communauté Urbaine d'Arras mettra à disposition des conseillers municipaux des communes membres non-membres de son organe délibérant, de manière dématérialisée, la copie des convocations aux réunions de son assemblée délibérante accompagnée des notes de synthèse explicatives, ainsi que le compte rendu de ces réunions dans un délai d'un mois.

2) LE BUREAU COMMUNAUTAIRE

Le Bureau communautaire est représentatif des 46 communes membres de la Communauté Urbaine d'Arras, auxquelles il accorde une place prépondérante, tout en veillant au respect de l'expression pluraliste des élus.

Composée du Président, des Vice-Présidents et de 34 autres membres (pour permettre à l'ensemble des communes – dont le maire ou le conseiller communautaire n'aurait pas été élu vice-président – de disposer d'un représentant au sein du Bureau), cette instance prépare les travaux du Conseil communautaire.

Le Bureau prend les décisions pour lesquelles il a reçu délégation.

3) LE BUREAU EXECUTIF

Composé du Président et des 15 Vice-Présidents, le Bureau exécutif est une instance d'échange et de débat chargée d'assurer le fonctionnement courant de l'institution et d'examiner préalablement les propositions faites aux commissions.

Accusé de réception en préfecture
062-200033579-20210311-DC110321-1-DE
Date de télétransmission : 15/03/2021
Date de réception préfecture : 15/03/2021

Il associe, sous sa forme élargie, les 15 conseillers communautaires délégués.

4) LES COMMISSIONS THEMATIQUES

En ce début de mandature 2020-2026, le Conseil de la Communauté Urbaine d'Arras a décidé d'instituer, pour la durée de ce mandat, des commissions permanentes spécialisées pour l'étude des domaines relevant de la compétence de notre Etablissement Public de Coopération Intercommunale :

- ✓ Commission Ressources (C1)
- ✓ Commission Economie, Emploi, Tourisme et Numérique (C2)
- ✓ Commission Cadre de Vie, Voirie, Aménagement du Territoire et Transports (C3)
- ✓ Commission Habitat – Solidarités (C4)
- ✓ Commission Ecologie, Economie circulaire, Economie Sociale et Solidaire, Agriculture et Ruralité, Alimentation (C5)
- ✓ Commission Urbanisme, Patrimoine, Energie, Equipements Communautaires (C6).

En débattant des sujets et orientations sur les thématiques d'intérêt communautaire, les Commissions concourent à la préparation des délibérations du Bureau et du Conseil communautaire.

Ces commissions de travail et d'étude se réuniront à la diligence du Président ou du Président de commission délégué.

Dans un esprit de gouvernance partagée et élargie et afin de permettre l'appropriation des politiques communautaires par l'ensemble des conseillers municipaux de la Communauté Urbaine d'Arras, les conseillers municipaux des communes membres non conseillers communautaires ont été autorisés à participer aux séances de travail des dites commissions, étant ici précisé que ces conseillers municipaux « auditeurs » n'ont qu'une voix consultative.

Ainsi, à l'instar du Bureau communautaire, les commissions thématiques sont représentatives des 46 communes de la Communauté Urbaine d'Arras, auxquelles elles accordent une place prépondérante, tout en veillant au respect de l'expression pluraliste des élus.

5) LA CONFERENCE DES MAIRES

La Conférence des Maires est composée des maires des 46 Communes membres, elle associe les Vice-présidents non-maires et est présidée de droit par le Président de la Communauté Urbaine d'Arras.

Elle se réunit sur un ordre du jour déterminé, à l'initiative du Président de la Communauté ou, dans la limite de quatre réunions par an, à la demande d'un tiers des maires.

Il s'agit d'un organe consultatif d'échanges et de coordination qui a vocation à débattre des sujets d'intérêt commun ou relatifs à l'harmonisation des actions des communes et de l'intercommunalité.

La Conférence des Maires constitue ainsi une instance de coordination entre la Communauté Urbaine d'Arras et les communes membres. Elle se veut plus largement être une instance politique privilégiée de débat, d'échange et d'anticipation entre les Maires sur les grandes orientations de politiques communautaires et de programmation, en amont des projets qui sont soumis aux instances de décisions que sont le Bureau et le Conseil Communautaire.

Ainsi, la Conférence des Maires constitue un lieu d'échange et de réflexion entre les Communes ainsi qu'entre les Communes et la Communauté Urbaine d'Arras.

Cette instance, force de proposition, permet notamment de :

- ✓ partager la compréhension des spécificités de chaque commune ;
- ✓ exprimer, dans les phases d'élaboration des politiques communautaires, les besoins et les attentes des communes et débattre de l'exercice de ces politiques sur le territoire des 46 communes ;
- ✓ encourager, dans les phases de mise en œuvre des politiques communautaires, les Communes dans leurs projets communs et en discuter avec les acteurs et instances concernés de la Communauté Urbaine d'Arras ; la Conférence des Maires peut ainsi permettre de faire progresser la cohérence de l'offre de services publics sur le territoire communautaire et favoriser la mise en commun de services ou le partage d'équipements publics.

Accusé de réception en préfecture
062-200033579-20210311-DC110321-1-DE
Date de télétransmission : 15/03/2021
Date de réception préfecture : 15/03/2021

Le Bureau de la Communauté Urbaine d'Arras pourra proposer de réunir la conférence des maires pour avis sur des sujets d'intérêt communautaire.

Les communes membres accueilleront, chacune à leur tour, la réunion de la Conférence des Maires (sous réserve de leurs possibilités).

B) LE FONCTIONNEMENT DES INSTANCES AD HOC

Cette gouvernance ouverte, partagée et respectueuse de la diversité des 46 communes membres, garantie de l'efficacité et de l'appropriation des politiques dont la Communauté Urbaine d'Arras à la charge, souhaitée par l'exécutif, trouvera également à s'appliquer au sein des différentes commissions / instances « ad hoc » au sein desquelles sont spécifiquement déclinées et mises en œuvre les politiques communautaires.

C'est ainsi que lors des désignations des représentants de la Communauté Urbaine d'Arras dans lesdites commissions / instances, a été veillé au respect du principe de la représentation proportionnelle pour assurer l'expression pluraliste des élus communautaires, ce notamment dans les instances suivantes (liste non exhaustive) :

- ✓ *Dans le domaine des finances :*
 - *la Commission Locale d'Évaluation des Transferts de Charges, chargée d'évaluer les transferts de charges lors de tout transfert de compétences à intervenir entre les communes membres et la Communauté Urbaine d'Arras (instance pour laquelle chaque commune dispose d'au moins un représentant désigné par son Conseil municipal) ;*
 - *la Commission Intercommunale des Impôts Directs, qui tient une place centrale dans la fiscalité directe locale car elle participe notamment, depuis la mise en œuvre au 1^{er} janvier 2017 de la révision des valeurs locatives des locaux professionnels, à la détermination des nouveaux paramètres départementaux d'évaluation (secteurs, tarifs ou coefficients de localisation), et pour laquelle chacune des communes a été consultée afin de faire part de ses propositions ;*
 - *la Commission de Contrôle Financier, composée des membres de la commission Ressources (C1) et chargée d'examiner les*

comptes remis par toute entreprise liée à la Communauté Urbaine d'Arras par une convention financière comportant des règlements de comptes périodiques ;

- ✓ *Dans le domaine de la commande publique :*
 - *la Commission d'Appel d'Offres, chargée de procéder au choix du titulaire des marchés publics passés selon une procédure formalisée dont la valeur estimée hors taxe prise individuellement est égale ou supérieure aux seuils européens figurant en annexe du code de la commande publique ;*
 - *la Commission Ad Hoc, chargé d'émettre un avis sur les marchés de travaux supérieurs à 500 000 € HT et inférieurs au seuil des procédures formalisées ;*
 - *la Commission de Délégation de Service Publics, chargée d'analyser les dossiers de candidature et dresser la liste des candidats admis à présenter une offre s'agissant des conventions de délégation de service public ;*
 - *la Commission Consultative des Services Publics Locaux, notamment chargée d'examiner chaque année les rapports annuels des délégataires de service public, les rapports sur le prix et la qualité des services publics d'eau potable et d'assainissement, et consultée pour avis par l'assemblée délibérante sur tout projet de délégation de service public ;*
- ✓ *Dans le domaine de la prévention de la délinquance :*
 - *le Conseil Intercommunal de Sécurité et de Prévention de la Délinquance, composé notamment de l'ensemble des maires des communes membres de la Communauté Urbaine d'Arras, de représentants des services de l'État désignés par le préfet, de représentants d'associations, établissements ou organismes œuvrant notamment dans les domaines de la prévention, de la sécurité, de l'aide aux victimes, du logement, des transports collectifs, de l'action sociale ou des activités économiques, est l'instance chargée de la coordination locale du contrat local de sécurité (CLS) et de la*

Accusé de réception en préfecture
062-200033579-20210311-DC110321-1-DE
Date de télétransmission : 15/03/2021
Date de réception préfecture : 15/03/2021

stratégie territoriale de sécurité et de prévention de la délinquance.

✓ Dans le domaine de la voirie et des transports :

- La Commission Intercommunale d'Accessibilité des Personnes Handicapées, au sein de laquelle chacune des 46 communes membres sera représentée, est chargée notamment de dresser le constat de l'état d'accessibilité du cadre bâti existant, de la voirie, des espaces publics et des transports.

✓ Dans le domaine de l'habitat et du logement :

- La Conférence Intercommunale du Logement, co-présidée par le président de l'EPCI et le préfet de département. Elle est composée des maires des 46 communes membres de l'EPCI, de représentants des bailleurs sociaux présents dans le ressort territorial de l'EPCI, des réservataires de logements sociaux, des associations de locataires, des organismes agréés maîtrise d'ouvrage d'insertion, des associations d'insertion ou de défense des personnes en situation d'exclusion par le logement et de représentants des personnes défavorisées.

Cette conférence a vocation à définir les orientations partagées en matière d'attributions de logements et de mutations sur le patrimoine locatif social présent ou prévu sur le ressort territorial de la CUA. Elle doit définir les modalités de relogement des personnes relevant de l'accord collectif ou déclarées prioritaires et des personnes relevant des projets de renouvellement urbain

C) LA MISE EN ŒUVRE DE L'ARTICLE L. 5211-57 DU CODE GENERAL DES COLLECTIVITES TERRITORIALES

Les décisions de l'assemblée délibérante de la Communauté Urbaine d'Arras dont les effets ne concernent qu'une seule commune ne pourront être prises qu'après avis du conseil municipal de cette commune.

Si l'avis de la commune n'a pas été rendu dans le délai de trois mois à compter de la transmission du projet, il est réputé favorable.

Lorsque cet avis est défavorable, la décision est prise à la majorité des deux tiers des membres du Conseil de la Communauté Urbaine d'Arras.

D) DEMOCRATIE CONSULTATIVE ET PARTICIPATIVE

1) DEMOCRATIE CONSULTATIVE

Créé en 2001 dans le cadre de l'application de la loi n°99-533 du 25 juin 1999 d'Orientation pour l'Aménagement et le Développement Durable du Territoire dite loi Voynet, le Conseil de Développement d'Arras Pays d'Artois est l'instance qui représente la société civile auprès des élus de la Communauté Urbaine d'Arras.

Composé de bénévoles issus des milieux économique, social, associatif, environnemental, culturel et sportif et de personnalités qualifiées, il est une force de proposition qui rend des avis sur des problématiques du territoire.

Ainsi, ces dernières années, il a notamment rendu des avis et rédigé des Cahiers d'Acteurs sur plusieurs thèmes majeurs tels que, pour citer les derniers, un avis sur le réseau Express Grand Lille ou encore une contribution dans le cadre de l'élaboration du SRADDET de la Région des Hauts-de-France.

Depuis le 1^{er} Janvier 2019, le Conseil de Développement d'Arras Pays d'Artois a été mutualisé à l'échelle des Communautés de Communes d'Osartis-Marquion, des Campagnes de l'Artois, du Sud Artois et de la Communauté Urbaine d'Arras, afin que chaque EPCI bénéficie de la dynamique existante.

Le Conseil de Développement d'Arras Pays d'Artois est le principal outil d'expression de la société civile à l'échelle de la Communauté Urbaine d'Arras : c'est un lieu de dialogue, de réflexion et de proposition sur les politiques publiques, le développement de la Communauté et l'attractivité du territoire.

Cette instance consultative a vocation à construire des liens réguliers avec des instances participatives multiples dans une logique de réseau de partage d'idées par l'échange mutuel de contributions.

Le Conseil de développement pourra notamment participer aux travaux de la Conférence des Maires.

2) DEMOCRATIE PARTICIPATIVE

La Communauté Urbaine d'Arras et ses élus veilleront à associer les habitants et les usagers à

Accusé de réception en préfecture
062-200033579-20210311-DC110321-1-DE
Date de télétransmission : 15/03/2021
Date de réception préfecture : 15/03/2021

l'élaboration et à la mise en œuvre de l'action publique communautaire, et à les informer régulièrement sur celle-ci.

Dans un contexte marqué par une forte attente des citoyens en matière d'association à l'élaboration des décisions prises par les élus, le Conseil de la Communauté Urbaine d'Arras affiche l'intention d'amplifier les démarches de démocratie participative mises en place par la Communauté.

Les démarches de concertation publique seront encouragées et multipliées, avec un souci de diversification des outils et des formes afin de toucher l'ensemble de la population.

Accusé de réception en préfecture
062-200033579-20210311-DC110321-1-DE
Date de télétransmission : 15/03/2021
Date de réception préfecture : 15/03/2021